

Il ne faut pas financer la baisse des charges par l'augmentation de la CSG !

Article rédigé par *Eudes Baufreton*, le 13 juin 2017

L'association Contribuables associés, première association de ce type en France, a été reçue par M. Darmanin pour exposer sa vision de la maîtrise des comptes publics, de la fiscalité et de la fonction publique. C'est par la lutte contre la fraude aux allocations sociales et par une redéfinition du statut et du périmètre de la fonction publique que l'on pourra baisser les charges et créer de la croissance, pas en augmentant la CSG, notamment pour les retraités, qui seront les grands perdants. Eudes Baufreton entre dans le détail des propositions de bon sens innovantes que l'association a soumises au ministre : voter un budget en équilibre, créer un impôt vraiment proportionnel et juste.

Hier, à votre demande, vous avez été reçu par Gérard Darmanin, membre du gouvernement d'Emmanuel Macron. Pourquoi aviez-vous demandé à le rencontrer et quelle a été cette rencontre ?

On souhaitait le rencontrer puisque c'est le ministre de l'Action et des Comptes publics. Comme vous le savez, Contribuables associés milite pour une réduction de la dépense publique. Il était donc naturel qu'on lui demande audience pour partager notre vision de ce que devraient être les dépenses publiques en France, aujourd'hui. Il nous a reçus. Il faut signaler que le gouvernement précédent ne nous avait pas reçus. Cela démontre un changement de pied et une approche totalement différente vis-à-vis d'une association de contribuables. Je rappelle que nous sommes la première association de France, civique et non subventionnée, qui se bat dans l'intérêt des contribuables.

Très concrètement, que lui avez-vous proposé qui est dans l'identité de Contribuables associés ?

Ce qu'on lui demande en priorité, c'est de faire voter, d'ici à la fin du quinquennat, un budget en équilibre. On sait qu'en France, depuis 43 ans, les budgets sont votés en déséquilibre, c'est-à-dire que l'on dépense plus d'argent que de recettes fiscales. Cette situation est désormais intenable. Cela nécessite donc de maîtriser les dépenses publiques. C'est un impératif absolu aujourd'hui. Tout le monde est d'accord, les institutions européennes et évidemment nationales. On le voit bien. La Cour des comptes le dénonce régulièrement. Nous le dénonçons aussi !

Premier objectif, réduction de la dépense publique.

Ça passe par la révision du statut de la fonction publique et la suppression d'un certain nombre de services aujourd'hui assurés par l'État. Il faut garder celui de la fonction publique pour les missions régaliennes, mais d'autres pourraient être externalisés. Ce n'est pas systématiquement vrai, mais dans un certain nombre de cas, cela coûte moins cher quand on externalise que lorsque c'est effectué par l'État ou les collectivités. Par ailleurs, on propose une fiscalité plus juste pour l'ensemble des Français avec l'impôt proportionnel à taux unique.

Cela permet à chacun de contribuer à l'effort national et pas seulement de concentrer l'impôt sur une partie. Changer de paradigme n'est pas forcément être dans la redistribution, mais être dans la participation de chacun à l'effort national. Je pense que lorsqu'on se veut être dans une République juste, on doit voir un système fiscal qui le soit plus aujourd'hui. On se rend compte que ce n'est pas le cas. On espère donc du ministre qu'il entende nos doléances et qu'on puisse arriver à cela. Et, enfin, on lui a proposé une réforme qui nous semble être indispensable pour pouvoir mener toutes les autres. Il s'agit de limiter le droit de grève, en France, aux objections professionnelles et non plus de pouvoir faire des grèves politiques comme on le constate depuis des années. Cela a le défaut de bloquer finalement toutes réformes possibles sur d'autres sujets que des sujets professionnels.

Je crois qu'il a été très réceptif à nos propositions de bon sens et on a de bons espoirs que cela puisse aboutir.

Il y a un sujet dont on parle beaucoup pendant cette campagne des législatives. C'est la CSG. Vous n'avez, sur ce sujet, pas la même ligne que le gouvernement. Pourquoi, exactement ?

Le gouvernement propose de réduire les charges salariales pour deux raisons principales. La première est de baisser le coût du travail pour rendre la France plus compétitive en matière de marché du travail. Cela est plutôt une bonne idée parce que cela permettra de remplir le carnet de commandes des entreprises et, donc, de recruter. La seconde est de baisser les charges, et donc d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés, ce qui leur permettra de consommer un peu plus et donc, évidemment, de relancer l'emploi également. C'est une excellente idée.

Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est que cette excellente idée ne peut pas être financée par une augmentation d'impôt. Augmenter la CSG est augmenter l'impôt pour tous, salariés y compris. Mais les premières victimes seraient quand même les retraités puisqu'ils ne bénéficieraient pas de cette réduction des charges salariales. Il faut, au contraire, plutôt baisser les dépenses publiques. C'est le moyen de financer, finalement, cette baisse des charges salariales. Il faut adapter le statut de la fonction publique en fonction de nos besoins. Lorsqu'on compare aujourd'hui le niveau de dépenses de la fonction publique par rapport à d'autres pays étrangers, on se rend compte d'une part que l'on peut faire beaucoup d'économies et donc, d'autre part, avoir probablement moins de fonctionnaires mieux rémunérés.

Il y a d'autres secteurs, comme les allocations sociales. On sait que la fraude aux allocations sociales représente entre vingt et quarante milliards d'euros par an. C'est un diagnostic sur lequel tout le monde est d'accord sur l'échiquier politique. Il faut donc avoir le courage politique de dire, aujourd'hui, que ce n'est plus possible d'avoir des fraudeurs. On pourra ainsi gagner vingt ou quarante milliards.

On voit qu'en remettant de la justice au milieu de tout cela, on peut baisser les charges salariales sans opposer les catégories qui seraient les salariés aux retraités, mais en combattant les fraudeurs sociaux. C'est un bon moyen pour régler un problème plus général de la France.

Source : Boulevard Voltaire